

PLUSIEURS CRIMES CRAPULEUX ENREGISTRÉS

La faute au Ramadan ?

Un jeune homme a poignardé son frère à Bir-El-Ater au premier jour du Ramadan, un groupe de jeunes a violé une adolescente. Des faits rapportés par la presse qui renseignent sur la recrudescence de la criminalité. Est-ce lié au mois de Ramadan ?

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Une revue des crimes commis ces dernières semaines ne permet pas de l'affirmer avec certitude. Les raisons de cette hausse de la criminalité sont à chercher ailleurs que dans des considérations liées au stress que peut provoquer une journée de jeûne chez certains. Et pour cause, selon les statistiques établies en juin dernier, plusieurs crimes avaient été enregistrés. A Aïn-el-Kebira, à 25 km, au nord du chef-

lieu de la wilaya de Sétif, un père a égorgé sa fille âgée de 22 ans avant de lui asséner plusieurs coups de couteau à la poitrine. Dans la commune de Mesdour, dans la wilaya de Bouira, c'est un jeune homme de 21 ans qui a mortellement poignardé son oncle âgé de 36 ans pour cause d'un différend sur une parcelle de terrain.

A Oran, un jeune homme a assassiné son frère à l'intérieur du domicile familial en le poignardant au ventre. A l'origine de ce



Les services de sécurité très sollicités.

drame, une simple dispute sur qui prendra le premier sa douche. En juillet, il y a

eu tout autant de crimes.

A Aïn-Turc, un jeune adolescent de 17 ans a assassi-

né son cousin de 16 ans après une altération au sujet d'un téléphone por-

table. A Alger, dans la commune de Gué-de-Constantine, un quadragénaire dépressif a tué à coups de couteau son père, âgé de 65 ans, pendant son sommeil.

A Taguedit, un homme de 60 ans a tué sa femme à l'aide d'une grosse pierre tandis qu'un septuagénaire a été sauvagement assassiné par son neveu à l'aide d'une arme blanche.

Des crimes qui renseignent sur le degré de violence dans lequel baigne la société algérienne et qui méritent toute l'attention des sociologues, qui peuvent décrypter ces signaux alarmants lancés par une société en perte de repères.

N. I.

DES FAMILLES ENTIÈRES SONT JETÉES À LA RUE EN PLEIN MOIS DE RAMADAN

Au pays de l'injustice !

Peut-on se permettre de l'appeler l'Algérie de l'aisance et de la dignité, lorsqu'en plein mois de Ramadan, des familles entières sont jetées à la rue ? Peut-on se targuer d'être citoyen algérien ou oser demander à quelqu'un d'aller voter, lorsque ce dernier vit sur un trottoir ? Ce sont là autant de questions qui ont été soulevées hier dans une conférence de presse organisée au siège de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH).

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Après avoir été expulsé de sa maison qu'il occupe depuis 1969 au 22, rue Hassiba-Benbouali, Boudjamaï Smaïna, les larmes aux yeux, tomba à genoux. Son petit-fils, âgé de 5 ans, lui dira : «Ne pleure pas mon père, lorsque je serais plus grand, je me vengerais.»

La haine, la rage aux yeux de ce petit bambin renseignent sur ce qu'éprouvent ces milliers d'Algériens sans abri ou jetés à tort dans la rue, pendant qu'on continue à parler de projets de constructions de 1 million de logements pour tel quinquennat et de 2 millions de logements pour tel horizon, sans compter les 1,5 million de logements recensés qui demeurent inoccupés.

En visite à la rue Hassiba-Benbouali, dans un restaurant de la Rahma, Djamel Ould-Abbès, le ministre de la Solidarité nationale, a été prié d'aller voir dans quelle condition vivait cette famille de sept personnes, dont quatre femmes, une vieille dame gravement malade et un enfant qui souffre d'une malformation, abritée dans une cave depuis qu'elle a été chassée de son chez-soi, Ould-Abbès a promis à cette pauvre famille de s'occuper de leur cas personnellement, dans un délai maximum de deux jours, tout en leur avouant admettre qu'il est impossible pour une famille de vivre dans ces conditions.

Le lendemain, le ministre de la Solidarité envoya un de ses agents pour informer la famille Boudjamaï que l'opération risquait de prendre un peu plus de temps. Une semaine est déjà passée et ces pauvres malheureux occupent toujours une pièce en sous-sol.

Et ce n'est pas les exemples qui manquent. Selon le comité «SOS familles expulsées», à

Miliana, une dizaine de familles ont installé des tentes dans un dépotoir, après avoir été expulsées de leurs logements.

A Birkhadem, 17 familles sont jusqu'à ce jour à la rue, après avoir été chassées de leurs maisons il y a plus de deux mois. Même cas à Staouéli, 7 familles vont bientôt être jetées à la rue, alors qu'elles occupent leurs logements depuis presque 30 ans.

Mais le cas qui reste le plus flagrant et le plus grave d'entre tous, c'est celui de cette femme qui s'est vu être dépossédée de sa villa, sur la base d'un papier non notarié,

rédigé à la main, que son détracteur a présenté à la justice.

Non seulement Bouassria Touria s'est vu dépouiller de sa maison, mais on a également jeté son fils en prison ; et on continue jusqu'à ce jour à subir ces pressions. Cette mère de famille, qui a perdu son mari il y a quelques années, a bien voulu apporter son témoignage : «J'ai affaire à un véritable réseau de mafieux. Après la mort de mon mari, ils ont voulu mettre la main sur tous les biens qu'il a laissés à ses enfants.

Ils sont allés jusqu'à kidnapper mon petit fils âgé de 14 ans, pour ensuite m'appeler et me faire du chantage. On m'a menacé avec un pistolet dans un tribunal ! Où est la justice dans toute cette histoire ?» Enfin, pour Nourredine

Belmouhoub, membre actif de la LADDH, qui a présidé cette rencontre, il est vraiment désolant de voir des citoyens algériens jetés à la rue en plein mois de Ramadan,



Des situations qui se multiplient.

alors que la loi l'interdit.

Il est aussi désolant de voir une vieille dame âgée de 104 ans jetée à la rue à Souk-Ahras, alors qu'elle

le occupait son logement depuis près de 70 ans... Et dire qu'on se targue d'être musulman !

M. M.

APRÈS DES LICENCIEMENTS JUGÉS ABUSIFS

L'usine Colpa d'El-Adjiba contrainte à un arrêt technique

Selon le directeur de l'usine Colpa, M. Saïdi Nordine, cette entreprise algéro-française détenue par Cosider et Lafarge et spécialisée dans la production de plâtre accuse une perte sèche de 250 millions de centimes par jour, à cause de ce conflit qui oppose l'entreprise Amrane chargée de la maintenance à ses employés.

Les faits remontent à début août lorsque les 18 travailleurs affectés aux chargements et dépendant d'une entreprise privée Amrane chargée de la maintenance industrielle et du chargement et qui travaille en sous-traitance au profit de l'usine Colpa depuis le premier décembre dernier ont observé deux jours de grève pour protester contre leurs conditions salariales. Immédiatement après, les responsables de l'usine Colpa, qui sont les premiers perdants pour cause de blocage de leur produit au niveau de l'usine alors que les commandes s'entassaient, accusant une perte sèche de quelque 250 millions de centimes par jour, ont réuni l'entrepreneur Amrane, le P/APC d'El-Adjiba, commune où est implantée l'usine, ainsi que 18 représentants des travailleurs autour d'une table de discussion.

Au cours de cette réunion, les représentants des travailleurs avaient soumis une plate-forme de revendications s'articulant autour de la reva-

loration des salaires à hauteur de 15 000 DA par mois au lieu d'un salaire de 8 666,50 DA qui leur est appliqué jusque-là, le versement des indemnités concernant le travail posté à hauteur de 25 %, des indemnités de nuisances à hauteur de 250 DA/jour, la prime de performance, l'indemnité de panier, l'indemnité de transport ainsi que le paiement des congés annuels, la prime d'ancienneté, celle d'assiduité et, enfin, la déclaration à la Sécurité sociale depuis la prise de fonction au sein de cette entreprise de maintenance, c'est-à-dire depuis le 1^{er} décembre 2008. A l'issue de cette réunion, qui a eu lieu le 16 août dernier, les différents protagonistes se sont séparés sans parvenir à une solution qui satisfasse tout le monde. Selon le directeur de l'usine Colpa, que nous avons rencontré hier au niveau du siège sis à quelque 5 kilomètres de la ville d'El-Adjiba et à 26 km à l'est de Bouira, l'entrepreneur Amrane s'était engagé à étudier la plate-forme de revendications et à donner suite à tous les points jugés recevables. Cependant, selon le représentant des travailleurs, qui était en réunion, l'entrepreneur Amrane ne s'était engagé sur aucun point et a refusé de parler d'augmentation de salaire ou de revoir les indemnités. D'ailleurs et toujours selon le représentant de ces travailleurs, c'est pour cette raison que le 22 août dernier, les 18 travailleurs ont décidé d'observer une

grève illimitée, et ce tout en avisant l'inspecteur du travail afin qu'il intervienne dans ce conflit.

Samedi dernier, devant l'importance des stocks et la demande persistante des clients de l'usine, l'entreprise Amrane a fait appel au bureau de main-d'œuvre local pour leur envoyer de nouveaux ouvriers, tout en mettant fin aux contrats qui la liaient aux anciens ouvriers, qui observaient chaque jour une grève devant le siège. Durant la même journée, les travailleurs licenciés ont fermé l'accès à l'usine et ont agressé les nouveaux recrutés allant jusqu'à saccager le véhicule de l'usine qui les transportait, nous dira M. Sadi.

Hier, lors de notre déplacement, nous avons trouvé sur place les travailleurs licenciés, rassemblés devant le siège de l'usine Colpa, surveillant le moindre mouvement. Ceux-ci campent sur leur position et réclament leurs droits qui sont, selon eux, bafoués.

Pour sa part, le directeur, M. Saïdi, nous dira que cette grève forcée est très coûteuse pour l'usine et que les 18 travailleurs auraient pu temporiser puisque le responsable de l'entreprise de maintenance avait promis d'étudier leurs doléances. En attendant, l'usine Colpa s'est vu dans l'obligation d'arrêter sa production et de mettre certains travailleurs en chômage technique.

Y. Y.